

La Russie et l'Amérique latine au XXI^e siècle

Un rapprochement difficile



Andreï PIATAKOV

Juillet 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0200-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © kremlin.ru

Comment citer cette publication :

Andreï Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine au XXI^e siècle : un rapprochement difficile », *Russie.Nei.Visions*, n° 119, Ifri, juillet 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15–FRANCE

Tel. : +33 (0)1 40 61 60 00–Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

Email : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Andreï Piatakov est chercheur à l'Institut d'Amérique latine de l'Académie des sciences de Russie (Moscou). Il est spécialisé dans l'étude des régimes radicaux de gauche, de la composante politique des processus d'intégration, des questions de mondialisation et de transnationalisme, de l'altermondialisme et des mouvements sociaux latino-américains, des problématiques sociales en Amérique latine, ainsi que de la participation des militaires aux processus politiques de la région. Il intervient régulièrement dans de nombreux médias russes sur les questions relatives à l'Amérique latine. Une grande partie de ses recherches est consacrée au Venezuela. En mai 2018, à l'invitation du Conseil national électoral du Venezuela, il a pris part au monitoring de l'élection présidentielle en tant qu'observateur international. Il est l'auteur de plus de 60 publications scientifiques, parmi lesquelles :

- ▀ « Vooružennye sily Venesuèly : èpoha Ugo Čavesa » [Les forces armées du Venezuela sous Hugo Chavez], *Latinskaâ Amerika*, n° 6, 2019, pp. 18-38.
- ▀ « Latinoamerikanskije podhody k probleme globalizacii. Vzglâd skvoz' XXI vek » [Approches latino-américaines de la mondialisation au XXI^e siècle], *Mirovaâ Èkonomika i Meždunarodnye otnošeníâ*, n° 1, Vol. 62, 2018, pp. 85-93.
- ▀ « Fenomen transnacional'nogo gosudarstva : illûziâ ili formiruûščâsâ real'nost' » [Le phénomène de l'État transnational : illusion ou réalité en formation ?], *Social'no-gumanitarnoe obozrenie*, n° 1, Vol. 1, 2019, pp. 69-75.

Résumé

Cet article analyse l'évolution des relations entre la Russie et l'Amérique latine depuis le début des années 2000. Il offre un examen détaillé des diverses formes de coopération et d'interaction entre la Russie et la région dans des domaines tels que l'énergie, les infrastructures et les transports. Il met un accent particulier sur la coopération militaro-technique, au cœur des relations bilatérales entre la Russie et de nombreux pays. Enfin, il montre la spécificité de la relation russo-vénézuélienne dans la structure globale des rapports entre la Russie et les États d'Amérique latine.

Sommaire

INTRODUCTION : LES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE ET L'AMÉRIQUE LATINE DANS UN NOUVEAU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE	5
DE L'URSS À LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LA CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE LATINO-AMÉRICAIN DE MOSCOU.....	7
Un primat de la politique sur l'économie.....	10
La coopération au sein des organisations internationales.....	11
COMMERCE ET INVESTISSEMENT, LES POINTS FAIBLES DE LA RELATION	14
Les effets incitatifs des sanctions	15
Les principaux domaines de coopération : de l'énergie à l'innovation.....	17
La coopération militaro-technique, noyau de la relation géopolitique entre la Russie et l'Amérique latine	20
FORCES ET FAIBLESSES DU <i>SOFT POWER</i> RUSSE EN AMÉRIQUE LATINE	26
LE CAS VÉNÉZUELIEN : POURQUOI ET COMMENT LA RUSSIE SOUTIENT LE CHAVISME	29
CONCLUSION	35

Introduction : les relations entre la Russie et l'Amérique latine dans un nouveau contexte géopolitique

La guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique appartient désormais à l'histoire. Depuis plusieurs années, de nombreux signaux indiquent l'apparition, au niveau mondial, d'une nouvelle confrontation – entre les États-Unis et la Chine. Leur conflit s'étend largement au-delà du cadre bilatéral. Les deux parties s'efforcent d'étendre leurs zones d'influence respectives et représentent aujourd'hui les deux principaux pôles géopolitiques et géoéconomiques du monde. Elles ne sont pas seulement rivales : elles incarnent deux modèles de développement concurrents. Une nouvelle bipolarité s'instaure dans le monde. La Chine cherche à mettre sur pied des mécanismes économiques internationaux alternatifs au système de Bretton Woods. Son arme principale est la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), à laquelle ont déjà adhéré plus de 80 pays, dont sept États d'Amérique latine. Cette nouvelle institution défie la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui détenaient jusqu'à sa création un quasi-monopole mondial en matière de prêts aux États, tout en étant étroitement liés à l'autre grand pôle géopolitique. L'initiative dite des « Nouvelles routes de la soie » vise à remodeler les voies commerciales mondiales d'une façon conforme aux intérêts économiques chinois et à attirer les flux de capitaux des entreprises internationales qui, pour l'heure, sont encore largement orientés vers les États-Unis.

Les relations entre la Russie et l'Amérique latine doivent être appréhendées dans ce contexte de « nouvelle bipolarité ». La zone Amérique latine et Caraïbes (ALC¹) est l'un des théâtres de la concurrence à laquelle se livrent les États-Unis et la Chine. Washington considère cette région comme son pré carré et refuse toute remise en cause de la position stratégique qu'il y occupe. Ce n'est pas un hasard si, en 2017, le secrétaire

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. NDLR : nous avons privilégié l'expression « Amérique latine » pour désigner la zone ALC.

d'État américain Rex Tillerson a souligné la pertinence de la « doctrine Monroe² » et l'a remise au goût du jour en l'adaptant aux réalités actuelles. Le principal destinataire de ce message est moins la Russie que la Chine, qui a profité du « virage à gauche » de la région pour s'y implanter en profondeur et y cultiver une image positive. C'est avant tout la Chine qui a permis à l'Amérique latine d'amortir les conséquences négatives de la crise économique de 2008. La relative croissance dont a bénéficié la région jusqu'à récemment est en grande partie due aux investissements, aux prêts et aux importants projets d'infrastructure mis en œuvre par Pékin.

Les relations entre la Russie et l'Amérique latine se déploient sur fond de confrontation croissante entre les États-Unis et la Chine. La Russie cherche autant que possible à éviter de mettre en cause les intérêts des deux grandes puissances dans la région. Elle est contrainte d'adopter une ligne extrêmement prudente. Sa marge de manœuvre à l'égard de l'Amérique latine et des Caraïbes est donc très limitée.

2. La doctrine Monroe est un ensemble de principes de politique étrangère énoncés par le président des États-Unis J. Monroe en 1823. L'essence de cette doctrine peut être résumée par la formule « l'Amérique pour les Américains ». Dans cette perspective, l'hémisphère occidental relève de la compétence des États-Unis et toute ingérence de la part des États européens est inacceptable.

De l'URSS à la Fédération de Russie, la continuité de la politique latino-américaine de Moscou

Avant d'analyser les relations actuelles entre Moscou et l'Amérique latine, il convient d'examiner l'évolution que ces relations ont connue au cours des dernières décennies. C'est au tournant des années 1960 que l'Union soviétique a commencé à mettre en œuvre une politique relativement ambitieuse dans la région. Jusqu'alors, ses rapports avec les pays latino-américains étaient sporadiques et essentiellement protocolaires. Deux États seulement faisaient exception : le Mexique et l'Argentine, qui ont été les premiers à établir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Les contacts ultérieurs avec Mexico et Buenos Aires s'effectuaient principalement dans le cadre du Komintern. La révolution cubaine a donné une nouvelle impulsion au rapprochement entre l'URSS et l'Amérique latine. Le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba (1960) a annoncé ceux intervenus par la suite avec le Brésil (1961), le Chili (1964), la Colombie (1968), le Pérou (1969), le Venezuela (1970), etc. Au début des années 1980, l'Union soviétique entretenait des relations diplomatiques avec 18 États de la région.

Paradoxalement, les contacts au plus haut niveau sont restés minimaux. Les dirigeants suprêmes soviétiques n'ont réellement accordé leur attention qu'au régime socialiste de Cuba. Le ministère soviétique des Affaires étrangères a adopté la même approche. La première visite officielle d'un chef de la diplomatie soviétique en Amérique du Sud n'a eu lieu que pendant la perestroïka, à l'automne 1987, quand Edouard Chevardnadze s'est rendu en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Le tournant des années 1990 a été marqué par une « désidéologisation » de la politique étrangère russe, qui s'est traduit par l'établissement de relations diplomatiques avec plusieurs alliés traditionnels des États-Unis, comme le Guatemala et le Honduras en 1990, et le Belize et le Panama en 1991. Jusqu'à la fin des années 1980, Cuba est restée le centre névralgique de l'activité économique soviétique dans la région. En 1990, l'« île de la liberté » représentait 2,8 % de l'ensemble des exportations soviétiques et

5,1 % des importations (à titre de comparaison, les autres pays d'Amérique latine représentaient à eux tous, la même année, 0,8 % des exportations et 1,5 % des importations)³.

Après le démantèlement de l'Union soviétique, son successeur internationalement reconnu, la Fédération de Russie, s'est dans une large mesure retirée de la région et a cessé de la considérer comme un partenaire important en matière de politique étrangère. Les années 1990 peuvent être considérées comme une « décennie perdue » pour les relations entre la Russie et l'Amérique latine. Les premiers signes du réveil d'un intérêt mutuel n'ont commencé à apparaître qu'avec le début du « virage à gauche » survenu en Amérique latine au tournant du millénaire. Il y a là un certain paradoxe, la Russie postsoviétique ayant renoncé à l'idéologie communiste. Cependant, le positionnement « anti-impérialiste » de la diplomatie soviétique semble s'être prolongé, mais sous de nouvelles formes. En politique étrangère, surtout après l'arrivée de Sergueï Lavrov au poste de ministre des Affaires étrangères en 2004 et sur fond de refroidissement des relations avec les États-Unis, la priorité a été donnée à la recherche de bénéfices géopolitiques. Sans insister sur les questions idéologiques, Moscou a affiché une préférence politique évidente pour les États manifestant un sentiment de défiance ou d'hostilité vis-à-vis des États-Unis. L'anti-américanisme n'a jamais été officiellement mis en avant (et ne l'est toujours pas aujourd'hui) mais est toujours resté latent. La politique à l'égard de l'Amérique latine, centrée sur des objectifs strictement économiques et géopolitiques, semblait en apparence équilibrée et pragmatique. En matière de relations diplomatiques, la Fédération de Russie est parvenue à maintenir le réseau mis en place à l'époque soviétique. En 2020, elle entretient des relations diplomatiques avec tous les États latino-américains, sans exception : 18 ambassades et 3 consulats généraux russes ont été ouverts dans la région. Deux ambassades supplémentaires ont en outre ouvert depuis la chute de l'URSS, au Panama et au Guatemala.

Dans les années 1990, la politique étrangère de la Russie avait pour objectif d'opérer un rapprochement manifeste avec l'Occident ; au cours de la décennie suivante, cette politique est devenue plus souple et moins linéaire. Les relations avec les autres pays du monde ont été dictées par les intérêts spécifiques de Moscou dans chacune des régions concernées. C'est pourquoi la Russie est perçue de façon très différente, et parfois contradictoire, selon les régions et même selon les pays. On ne peut pas en

3. « Vnešneèkonomičeskie svâzi v 1991 godu » [Relations économiques extérieures en 1991], Statističeskij komitet Sodružestva Nezavisimyh gosudarstv (Comité statistique de la Communauté des États indépendants), 1992.

dire autant, par exemple, des États-Unis, dont l'image est dénuée d'ambiguïté ; elle est d'ailleurs le plus souvent négative dans les pays latino-américains. La Russie, au contraire, s'adapte au contexte et à la culture de chaque pays, en déclinant l'image qu'elle souhaite donner d'elle-même pour atteindre ses objectifs.

C'est ainsi que Moscou a misé en Europe sur un rapprochement avec les forces de droite (rappelons par exemple les contacts pris avec Marine Le Pen et le soutien officieux à sa candidature à la présidentielle française de 2017). Dans le monde arabe, le soutien inconditionnel accordé à Bachar al-Assad et l'opération militaire conduite en Syrie ont créé une image clairement anti-américaine de la Russie, dans la lignée de celle de l'URSS. En Amérique latine, le rapprochement de Moscou avec les régimes de gauche a convaincu l'opinion publique que la politique russe prolongeait directement celle de l'Union soviétique⁴, avec une adaptation aux nouvelles réalités. De nombreux observateurs latino-américains jugent la Russie à l'aune de sa politique extérieure, et la classent donc souvent au « centre gauche ». Cette image internationale fluctuante est très commode pour la Russie, car elle lui permet de prendre en compte les spécificités de chacun de ses interlocuteurs. Ce positionnement a un versant négatif : cette variabilité et ce mimétisme nuisent à la capacité de Moscou à réagir rapidement aux changements qui surviennent. On l'a constaté à l'occasion du « virage à droite » pris par l'Amérique latine au cours de ces dernières années : la Russie reste perçue comme une « amie des forces de gauche » et peine à établir de bonnes relations avec les représentants de la droite arrivés au pouvoir dans plusieurs pays. Par exemple, le soutien longtemps apporté au gouvernement de Nicolás Maduro au Venezuela complique fortement la relation de Moscou avec le gouvernement de Jair Bolsonaro au Brésil. Le discours anti-chaviste est en effet très présent dans la politique intérieure brésilienne et a innervé la campagne électorale de l'actuel président.

La Russie apparaît donc comme une puissance de gauche en Amérique latine. Si les années 1990 ont représenté un « trou noir » dans leurs relations, la situation a évolué au début des années 2000. Moscou a mis un soin particulier à rétablir un lien aussi étroit que par le passé avec Cuba et à approfondir sa coopération militaro-technique avec le Venezuela.

La stratégie de politique étrangère de la Russie donne désormais une place de choix à l'Amérique latine, dans la continuité de l'époque soviétique. La doctrine de politique étrangère adoptée en 2016, toujours en

4. Voir par exemple : A. I. Sizonenko, *Očerki istorii sovetsko-latinoamerikanskij otnošenij (1924-1970)* [Essais sur l'histoire des relations entre l'Union soviétique et l'Amérique latine (1924-1970)], Moscou, Nauka, 1971.

vigueur en 2020, dispose que « la Russie continuera à renforcer autant que possible ses relations avec les États d'Amérique latine et des Caraïbes compte tenu du rôle croissant de cette région sur la scène internationale. La Russie s'efforcera de consolider les liens avec ses partenaires latino-américains dans les forums internationaux et régionaux et d'étendre sa coopération avec les associations multilatérales et les structures d'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes⁵ ».

Un primat de la politique sur l'économie

La Russie contemporaine donne toujours la priorité au versant politique de ses relations avec l'Amérique latine. Dans une certaine mesure, cette approche est héritée de l'Union soviétique ; elle n'est toutefois pas officiellement proclamée pour ne pas dégrader davantage ses relations avec les États-Unis. Les questions économiques restent donc subsidiaires. La faiblesse des mécanismes internationaux dédiés à la mise en œuvre de projets économiques à grande échelle en est la cause. Les États-Unis, à l'inverse, ont signé avec leurs partenaires continentaux de nombreux accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux⁶ qui leur permettent à la fois de coopérer étroitement avec ces pays et, si nécessaire, de faire pression sur eux. L'Union européenne, le Japon ou la Corée du Sud ont déjà établi des mécanismes de coopération semblables ou sont en train de les mettre en place.

Jusqu'à présent, la Russie n'a pas entrepris de démarches en ce sens. La plupart des mécanismes de négociation internationaux regroupant la Russie et les pays d'Amérique latine sont soit exclusivement politiques, soit ont une très faible composante économique. Outre le cadre de l'ONU, la Russie côtoie l'Argentine, le Brésil et le Mexique au sein du G-20 (une association purement politique) et le Brésil dans le cadre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), un groupe principalement politique avec quelques éléments d'intégration économique. La seule exception est peut-être le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), mais cette instance est clairement dominée par la Chine et le Japon.

5. « Koncepciâ vnešnej politiki RF ot 2016 g. » [Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de 2016], ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 1^{er} décembre 2016, disponible sur : www.mid.ru.

6. Les principaux accords de ce type sont l'ALENA (États-Unis, Canada, Mexique), partiellement modifié en 2018, et le CAFTA-RD, un accord de libre-échange avec les pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Nicaragua, Guatemala, Honduras) et la République dominicaine.

Ainsi, la Russie ne dispose pas de plateformes de négociation pleinement opérationnelles pour le développement de sa coopération économique avec l'Amérique latine. Les commissions intergouvernementales bilatérales ne peuvent pas couvrir ce manque et servent plutôt d'instruments tactiques de négociation. La Russie ne possède pas non plus de cadre de négociations multilatérales stratégiques avec la zone, à l'inverse de l'Espagne, par exemple, à travers le Forum ibéro-américain. Ses capacités économiques sont insuffisantes pour développer des formats de négociations multilatérales comme a pu le faire Pékin, qui a organisé deux cycles de négociations avec la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (forums CELAC-Chine) en 2016 et 2018. La Russie aussi a essayé de nouer des relations, mais uniquement politiques, avec cette association. Dans une large mesure, cela peut s'expliquer par la stagnation généralisée des mécanismes d'intégration créés lors du « virage à gauche » de l'Amérique latine. La CELAC a elle aussi été touchée, bien que l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) ait été l'organisation la plus affaiblie par le « virage à droite ». La Chine, dont les contacts commerciaux avec les entreprises privées d'Amérique latine sont beaucoup plus développés que ceux de la Russie, parvient néanmoins à organiser régulièrement des forums d'affaires et des réunions interministérielles. Dans l'ensemble, Pékin semble plus intéressé par la préservation de ces mécanismes d'intégration que la Russie. Moscou ne possède ainsi aucun avantage compétitif sur un plan institutionnel et en matière de négociations, par rapport à ses principaux rivaux dans la région.

La coopération au sein des organisations internationales

Sur le plan politique, l'efficacité de la coopération bilatérale repose sur deux instruments : les votes conjoints dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, d'une part ; un soutien mutuel plus discret à l'œuvre au sein de divers forums internationaux spécialisés (coopération *ad hoc*), d'autre part. Deux exemples illustrent bien ce second type de coopération : en 2013, la Russie a vivement soutenu le candidat brésilien à la présidence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; Robert Azevêdo a remporté l'élection à ce poste influent⁷ ; en octobre 2019, elle a appuyé la candidature victorieuse de l'Argentin Rafael Grossi à la tête de

7. « Rossiâ podderživaet Azevedu v kačestve glavy VTO » [La Russie soutient Azevêdo à la tête de l'OMC], *Finmarket*, 13 mai 2013, disponible sur : www.finmarket.ru.

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En août 2019, Grossi s'était même rendu à Moscou pour s'assurer du soutien du ministre russe des Affaires étrangères⁸.

Dans le secteur de l'énergie, le Forum des pays exportateurs de gaz représente une plateforme très importante pour les intérêts communs de la Russie, de la Bolivie et du Venezuela. On trouve de nombreux exemples au cours de ces dernières années, mais aucun ne semble avoir significativement contribué au développement des relations économiques russo-latino-américaines. Ces interactions relèvent plutôt de gestes de respect mutuel et visent à afficher publiquement un soutien diplomatique.

À l'ONU, la Russie et les pays d'Amérique latine entretiennent d'excellentes relations, qui se traduisent par un soutien réciproque quasi systématique. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes représente un bloc influent au sein de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) ; la Russie tire donc des dividendes importants du dialogue politique constructif qu'elle entretient avec la région. Ainsi, lors du vote sur le projet de résolution portant sur l'« intégrité territoriale de l'Ukraine » en mars 2014, la majorité du « groupe latino-américain » a adopté une position pro-russe. Quatre des 11 États ayant voté contre ce texte étaient latino-américains (Cuba, Venezuela, Nicaragua et Bolivie), et 13 États latino-américains (dont l'Argentine et le Brésil⁹) figuraient parmi les 58 abstentions. Les partenaires les plus stables de la Russie au sein des Nations unies sont trois États d'Amérique latine : Cuba, le Nicaragua et le Mexique. Leurs positions coïncident le plus souvent avec celles de la Russie. Par exemple, lors de la 69^e session de l'AGNU¹⁰, ces quatre pays ont voté de façon identique 12 fois sur les 29 résolutions examinées. Cette convergence varie naturellement d'une année sur l'autre. En 2017, lors de la 72^e session de l'AGNU, l'alignement de ce « quatuor » n'a été observé que dans sept cas sur les 26 résolutions examinées. L'essentiel est que les quatre États se rejoignent sur les questions d'importance stratégique. Ils ont ainsi voté de concert sur des questions telles que la prévention de la course aux armements dans l'espace (résolution 72/26 de l'AGNU) et le non-déploiement en premier d'armes dans l'espace (résolution 72/27 de l'AGNU¹¹).

8. E. Belokonova, « Argentinskij kandidat na post glavy MAGATÈ posetit Rossiû » [Le candidat argentin à la présidence de l'AIEA se rendra en Russie], *Komsomol'skaâ Pravda*, 6 août 2019, disponible sur : www.kp.ru.

9. « Voting Record on Draft Resolution A/68/L.39 Territorial Integrity of Ukraine », *Papersmart*, 17 septembre 2017, disponible sur : <https://papersmart.unmeetings.org>.

10. Ouverte en septembre 2014.

11. « Résolutions de la 72^e session (2017–2018) », assemblée générale de l'ONU, disponible sur : www.un.org.

Les pays latino-américains interagissent également dans le cadre de certaines associations régionales, notamment celles où la Russie joue un rôle moteur, comme l'Union économique eurasiatique (UEE). Lancée le 1^{er} janvier 2015, l'UEE s'est rapidement intéressée à l'Alliance du Pacifique, une organisation établie en 2011 pour élargir les contacts économiques entre ses pays membres. Dès la fin 2015, les pays de l'UEE signaient un mémorandum d'accord avec le Chili et le Pérou. Fin 2019, un document similaire était en cours d'élaboration avec le Mexique. L'UEE cherche à étendre ses échanges commerciaux avec l'Amérique latine, qui absorbe déjà 20 à 25 % de ses exportations de produits alimentaires. Toutefois, les deux organisations ne sont jusqu'à présent pas parvenues à renforcer leur collaboration de façon significative. Une avancée a semblé possible en avril 2019 quand, durant une visite officielle à Moscou, le président de la Bolivie, Evo Morales, s'est prononcé en faveur du développement du dialogue avec l'UEE¹² ; mais son éviction en octobre 2019 et le virage pro-occidental de son pays ont remis en cause ce rapprochement. Certains spécialistes russes de l'Amérique latine n'excluent pas, à moyen terme, la création d'une zone commune de libre-échange entre l'UEE et une autre association d'intégration sud-américaine, le Mercosur¹³. Toutefois, aucune mesure concrète n'a encore été prise dans ce sens.

La participation de la Russie aux organisations latino-américaines est assez modeste. Jusqu'à récemment, Moscou n'avait le statut d'observateur que dans deux unions régionales : l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et l'Association des États de la Caraïbe (AEC). En 2018, elle a également été admise en tant qu'observateur au sein du Système d'intégration centraméricain (SICA). Ces trois organisations n'ont toutefois qu'une dimension très locale et leur poids régional est minime.

12. « Boliviâ zainteresovana v razvitii dialoga s EAËS » [La Bolivie est intéressée par le développement d'un dialogue avec l'UEE], Commission économique eurasiatique, 9 avril 2019, disponible sur : www.eurasiancommission.org.

13. P. P. Âkovlev, « Rossiâ i Latinskaâ Amerika v kontekste global'nogo naprâženîâ » [La Russie et l'Amérique latine dans un contexte de tensions mondiales], *Mirovaâ ekonomika i meždunarodnye otnošenîâ*, vol. 60, n° 11, 2016.

Commerce et investissement, les points faibles de la relation

La dynamique des relations économiques entre la Russie et l'Amérique latine invite à un certain optimisme à moyen terme. Au début des années 2000, le volume des échanges s'élevait à 5,8 milliards de dollars ; en 2011, il était de 17,1 milliards de dollars. Un déclin relatif est néanmoins survenu au cours des années 2010. Les relations économiques dépendent largement des cycles politiques sud-américains. Si l'année 2011 a représenté l'apogée du « virage à gauche », la tendance s'est par la suite inversée, et le volume des échanges commerciaux a légèrement diminué. En 2018-2019, il s'est stabilisé à 15,9 milliards de dollars¹⁴.

Le niveau des investissements reste faible. Ainsi, sur la période 2007-2015, le volume total des investissements directs russes en Amérique latine n'a pas dépassé 360 millions de dollars. Le volume des investissements cumulés varie, selon différentes estimations, entre 6 et 10 milliards de dollars¹⁵. Les investissements sont principalement destinés aux secteurs de l'énergie, des télécommunications, des transports et des exportations alimentaires. Les acteurs russes les plus actifs sur le marché latino-américain sont des corporations comme Rostec, Rosneft ou encore le groupe automobile VAZ. De son côté, Pékin investit chaque année environ 10 milliards de dollars dans les économies sud-américaines ; par comparaison, la présence russe en matière d'investissement paraît donc insignifiante.

Pour les pays de la région, les relations économiques avec Moscou sont secondaires. En 2018, les échanges avec la Russie ne représentaient que 0,7 % du volume total du commerce extérieur régional, contre 37,2 % pour les États-Unis, 15,2 % pour la Chine et 12 % pour l'UE. En termes absolus, les échanges avec cette triade sont plusieurs dizaines de fois supérieurs aux échanges avec la Russie : ils s'élèvent à 815 milliards de dollars avec les États-Unis, 332 milliards de dollars avec la Chine et

14. Trade map, International trade center, disponible sur : <https://trademap.org>.

15. N. N. Holodkov, « Rossijsko-latinoamerikanskije èkonomičeskie otnošeníâ v usloviâh zapadnyh sankcij » [Les relations économiques russo-latino-américaines sous les sanctions occidentales], *Latinskaâ Amerika*, n° 11, 2018.

263 milliards de dollars avec l'UE¹⁶. Ce ratio n'a rien de nouveau. On pourrait être tenté d'attribuer la faiblesse des échanges russo-latino-américains à l'éloignement géographique : les dépenses logistiques constituent un frein important. Mais cette affirmation est battue en brèche par l'intensité des échanges avec la Chine. En outre, plusieurs autres partenaires de la région comme la Turquie, le Vietnam ou encore la Corée du Sud concurrencent eux aussi la Russie sur le marché latino-américain. La Turquie a mis en œuvre une véritable « expansion économique » dans cette région : entre 2016 et 2018, le volume des importations turques en provenance de l'Amérique latine est passé de 5 à 8,5 milliards de dollars, et celui des exportations turques vers la zone est passé de 1,9 à 3,2 milliards de dollars. La Turquie a déjà dépassé l'Iran (qui avait autrefois activement développé ses liens avec la région) et s'est nettement rapprochée de la Russie.

Les relations économiques entre la Russie et l'Amérique latine reposent sur deux principes : la complémentarité des économies et l'impératif mutuel de diversification des relations économiques extérieures. De nombreux États de la région sont des puissances alimentaires, mais les technologies agricoles y sont insuffisamment développées (ou se trouvent entre les mains de sociétés privées, ce qui rend leur utilisation à des fins publiques bien plus difficile). L'Amérique latine est ainsi le destinataire de 75 % des exportations russes d'engrais. Le deuxième poste des exportations russes – 37 % du volume total – est constitué par les véhicules à usage spécial (en particulier les engins de lutte contre les incendies et les engins de construction). Les nombreux projets d'infrastructure régionaux (souvent réalisés avec la participation de la Chine) alimentent une forte demande de métaux. La Russie, qui n'est pas impliquée dans les travaux d'ingénierie et de construction, joue ici le rôle de fournisseur de matières premières : la région représente un cinquième des exportations russes de métaux. Pour la Russie, l'Amérique latine est principalement un fournisseur de produits alimentaires (y compris exotiques).

Les effets incitatifs des sanctions

Le rapprochement politique entre la Russie et l'Amérique latine se manifeste notamment par le fait qu'aucun pays de la région ne s'est associé aux sanctions adoptées à l'encontre de Moscou après son intervention en Crimée. Compte tenu du « virage à droite » amorcé en 2015 avec l'élection de Mauricio Macri en Argentine, on aurait pu s'attendre à ce que les pays de la zone, redevenus des alliés sûrs des États-Unis, se soumettent aux

16. Trade map. Bilateral trade, International trade center, disponible sur : www.trademap.org.

pressions exercées par Washington et Bruxelles. Mais les deux principales « locomotives » de la revanche de la droite – l'Argentine et le Brésil (ce dernier étant présidé par Michel Temer en 2016-2018 et Jair Bolsonaro depuis 2019) – ont décidé de ne pas contribuer au régime de sanctions visant la Russie. À cet égard, la position de Buenos Aires est particulièrement explicite. En 2018, l'ambassadeur argentin en Russie, Ricardo Lagorio, a déclaré : « L'Argentine n'a jamais soutenu les sanctions ; nous ne les considérons pas comme un instrument de politique étrangère positif¹⁷ ». La diplomatie brésilienne ne s'est jamais exprimée de cette manière et a plutôt opté pour une politique de neutralité, craignant d'empiéter aussi bien sur les intérêts de Washington que sur ceux de Moscou.

Si les changements politiques intervenus dans ces deux grands États ont provoqué une baisse significative de leurs contacts avec la Russie et une réduction des projets communs, l'Argentine et le Brésil n'ont donc pas pour autant adopté une posture antirusse. L'Argentine a même cherché à tirer un avantage économique des sanctions émises contre la Russie en compensant les pertes subies par Moscou du fait des restrictions introduites par les États-Unis et l'UE. Début 2019, la Russie était devenue le deuxième (après la Chine) importateur de viande bovine argentine, dont le volume des livraisons s'est envolé : la Russie a acheté à l'Argentine 4 600 tonnes de viande en 2017 et 39 400 tonnes en 2018¹⁸. Les exportations de produits alimentaires en provenance d'Équateur et du Brésil ont également connu une très forte hausse.

Les sanctions apparaissent donc non pas comme un obstacle, mais comme un facteur de rapprochement et d'intensification de la coopération. Cette situation a des limites objectives. Si sa confrontation avec la Russie atteint la même intensité qu'avec Cuba ou le Venezuela, Washington pourrait établir des sanctions secondaires de nature à effrayer sérieusement les partenaires latino-américains. Il ne s'agit pour l'heure que d'une éventualité.

17. « V Argentine zaâvili, čto nikogda ne podderživali sankcii protiv Rossii » [L'Argentine a déclaré qu'elle n'a jamais soutenu les sanctions contre la Russie], *RIA Novosti*, 14 septembre 2018, disponible sur : www.ria.ru.

18. « Rossiâ zanâla vtoroe mesto po importu govâdiny iz Argentiny » [La Russie est le deuxième importateur de viande bovine en provenance d'Argentine], Agence nationale agraire, 10 janvier 2019, disponible sur : www.rosng.ru.

Les principaux domaines de coopération : de l'énergie à l'innovation

Hormis les produits de base, la coopération entre la Russie et l'Amérique latine porte essentiellement sur l'énergie et les innovations technologiques, puis, dans une certaine mesure, sur les projets d'infrastructure, les questions militaires et techniques et les équipements aéronautiques.

Dans le secteur de l'électricité, la Russie coopère surtout avec trois pays : l'Argentine, Cuba et l'Équateur. En Équateur, des entreprises russes ont fourni des turbines à gaz et à vapeur pour des centrales thermiques en construction. En 2015, la Russie a accordé à Cuba un prêt de 1,2 milliard d'euros qui court jusqu'en 2024, au taux de 4,5 % par an, pour financer la construction de quatre centrales thermiques d'une puissance de 200 MW chacune ; il s'agit de son prêt le plus important de ces 25 dernières années, en volume et en durée. Avec l'Argentine, l'énergie est un domaine traditionnel de coopération : 30 % du potentiel énergétique du pays était autrefois fourni par des équipements soviétiques. En 2011, la société Silovye Mashiny a fourni des turbines hydrauliques et des hydrogénérateurs à la centrale hydroélectrique de Punta Negra, qui est devenue la 18^e centrale d'Amérique latine à utiliser des équipements de l'entreprise russe. Cette coopération s'accompagne de difficultés liées à la présence accrue de la Chine, qui cherche à s'imposer au détriment de la Russie. En 2015, un accord avait été trouvé sur un prêt de 1,2 milliard de dollars par la Banque de commerce extérieur (Vnesheconombank) pour fournir du matériel russe à la centrale hydroélectrique de Chihuido-1. Lorsque les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur le taux du crédit en mai 2017, l'Argentine s'est néanmoins tournée vers la Chine¹⁹.

En revanche, dans le domaine de l'énergie atomique, les intérêts russes et chinois concordent. Rosatom discute activement avec l'Argentine de l'emplacement d'une nouvelle centrale nucléaire²⁰. Dans ce même pays, la Chine prévoit de lancer la construction de la centrale

19. « Tras caer la financiación de Rusia, Chihuido se ilusiona con China » [Après la chute des financements russes, Chihuido se berce d'illusions concernant la Chine], *Río Negro*, 17 mai 2017, disponible sur : www.rionegro.com.ar.

20. « Rusia y Argentina debaten ubicación de futura central nuclear de alta potencia » [La Russie et l'Argentine discutent de l'emplacement d'une future centrale nucléaire de grande puissance], *Sputnik*, 29 mai 2019, disponible sur : <https://mundo.sputniknews.com>.

Atucha-III en 2021²¹. Depuis 2016, Rosatom est aussi en pourparlers avec l'Agence bolivienne de l'énergie atomique pour établir un Centre de recherche et de technologie nucléaire à El Alto. Le contrat portant sur sa construction a été signé en septembre 2017²². Le gouvernement de transition arrivé au pouvoir à La Paz en février 2020, après le changement de régime survenu en novembre 2019, a cependant gelé le processus pour une période indéterminée²³. La reconnaissance « douce » par Moscou du gouvernement intérimaire de Jeanine Áñez²⁴ – en partie liée à la volonté d'éviter de perdre cet investissement important pour la Russie – n'a pas suffi à sauver le projet.

La mésaventure d'une autre entreprise russe, Acron Group – l'un des plus grands producteurs mondiaux d'engrais minéraux –, montre que la plupart des projets russes liés à la Bolivie risquent fort d'être perturbés dans le contexte actuel. En juillet 2019, la compagnie pétrolière publique bolivienne YPFB et Acron ont signé un accord sur la vente d'urée (un engrais obtenu à partir de gaz naturel) sur le marché brésilien. Pour cela, les deux partenaires avaient prévu d'acquérir une usine de production d'engrais au Brésil. Mais en novembre 2019, après la démission d'Evo Morales, le géant brésilien de l'énergie Petrobras a annoncé que l'accord était rompu. Selon les analystes brésiliens, les considérations politiques ont joué un rôle important dans cette décision²⁵.

Avec Cuba, la Russie développe des projets communs dans les secteurs du transport et des infrastructures : restauration des infrastructures ferroviaires (un projet à dix ans, avec un investissement de 1,88 milliard de dollars²⁶) ; participation à la restauration

21. « China, Russia Looking to Build Nuclear Plants in Argentina », *Powermag*, 7 janvier 2019, disponible sur : www.powermag.com.

22. « Rosatom i predstaviteli novyh vlastej Bolivii posetât stroitel'stvo Centra ádernih issledovanij i tehnologij » [Rosatom et des représentants des nouvelles autorités boliviennes visiteront le chantier du Centre de recherche et de technologie nucléaire], *Neftegaz.ru*, 7 décembre 2019, disponible sur : <https://neftegaz.ru>.

23. « Bolivia anuncia que detiene la construcción d'un centro nuclear con la rusa Rosatom » [La Bolivie annonce qu'elle met fin à la construction d'un centre nucléaire avec le russe Rosatom], *Sputnik*, 12 février 2020, disponible sur : <https://mundo.sputniknews.com>.

24. « Râbkov : vopros o priznanii ili nepriznanii RF An'es rukovoditelem Bolivii ne stavitsâ » [Riâbkov : la question de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance Áñez en tant que dirigeant de la Bolivie par la Fédération de Russie n'est pas à l'ordre du jour], *TASS*, 14 novembre 2019, disponible sur : www.tass.ru.

25. « Crise na Bolívia afeta venda de fábricas de fertilizante da Petrobras » [La crise en Bolivie a affecté la vente de l'usine de Petrobras], *Folha*, 26 novembre 2019, disponible sur : www1.folha.uol.com.br.

26. « Rusia ayuda a Cuba a crear red ferroviaria única en América Latina » [La Russie aide Cuba à créer un réseau ferroviaire unique en Amérique latine], *Die Welt*, 7 juin 2019, disponible sur : www.dw.com.

d'installations métallurgiques et énergétiques ; fourniture de locomotives, de voitures et de camions par les entreprises Kamaz, Gaz et Avtovaz. Des discussions sont en cours avec l'Argentine sur la création d'une joint-venture spécialisée dans l'assemblage des véhicules Kamaz, en vue de la vente de ces équipements sur les marchés latino-américains. Des projets d'infrastructure locaux ont été mis en œuvre en Argentine et au Brésil, où des entreprises russes ont construit des routes et des chemins de fer.

La coopération dans le domaine de l'innovation et des technologies numériques progresse, ce qui représente pour la Russie un avantage concurrentiel par rapport à la Chine et aux États-Unis. Pékin investit principalement dans la modernisation des infrastructures, et l'innovation reste pour l'instant à la périphérie de son expansion en Amérique latine. Washington ne développe pas ces secteurs au sein de la région, car il a intérêt à maintenir sa dépendance aux technologies américaines. Au Nicaragua, en Équateur et en Bolivie, la Russie met en œuvre des projets d'innovation importants. Avec le Nicaragua, elle coopère dans le secteur pharmacologique : une grande entreprise commune de production de vaccins est déjà en fonctionnement. En Équateur, la Fondation Skolkovo a ouvert le Parc technologique et éducatif Yachay, chargé de former des spécialistes locaux – un établissement unique en Amérique latine. La coopération est particulièrement efficace dans le secteur des télécommunications. À la fin des années 2000, la société russe Yota a mis en place l'ensemble du réseau de communication mobile du Nicaragua, appliquant un projet développé par Rostec²⁷. Le système de navigation satellitaire Glonass, un projet de la société Roscosmos, fonctionne au Brésil, au Nicaragua et à Cuba²⁸. Des négociations sont en cours pour étendre la couverture à d'autres pays de la région latino-américaine.

Les fabricants russes d'équipements aéronautiques civils et militaires sont actifs par intervalles sur le marché latino-américain. Le Mexique, le Brésil et le Pérou comptent parmi les principaux acheteurs de produits russes. En décembre 2015, la compagnie aérienne mexicaine InterJet a par exemple acquis 18 Sukhoi Superjet 100, puis quatre autres. La coopération dans ce domaine n'est pourtant pas exempte, là encore, de difficultés. En mars 2019, la compagnie mexicaine a commencé à envisager de revendre ces avions à des pays tiers (par exemple à Cuba). L'abandon des Sukhoï par InterJet a donné lieu à des interprétations contrastées : la partie russe attribue cette décision aux difficultés financières rencontrées par InterJet,

27. « Yota investiruet v Nikaragua » [Yota investit au Nicaragua], *M Forum*, 16 octobre 2009, disponible sur : www.mforum.ru.

28. « Rossiâ uskorit vyhod Latinskoj Ameriki v kosmos » [La Russie va accélérer l'accès de l'Amérique latine à l'espace], *Rossijskie kosmičeskie sistemy*, 28 mars 2017, disponible sur : <http://russianspacesystems.ru>.

tandis que la partie mexicaine insiste sur le fait qu'elle n'est pas satisfaite de la qualité de l'exploitation après-vente²⁹. La coopération avait pourtant démarré sur de bonnes bases : en avril 2016, il était prévu de créer une société spécialisée dans la vente d'avions SSJ-100 dans la région, mais ce projet n'a pas été concrétisé. De son côté, la corporation russe Irkut se prépare à entrer sur le marché brésilien en livrant des avions de ligne de nouvelle génération MS-21. Il est également question de confier la production de certaines composantes de cet avion à des entreprises brésiliennes. Un autre aspect de la coopération technique aérienne russe avec l'Amérique latine concerne les hélicoptères, mais il relève du domaine de la coopération technique militaire.

La coopération militaro-technique, noyau de la relation géopolitique entre la Russie et l'Amérique latine

La coopération militaro-technique occupe une place privilégiée dans les relations russo-latino-américaines. Le marché sud-américain représente une priorité pour la Russie, qui se classe au deuxième rang après les États-Unis en matière de ventes d'armes à la région. La coopération militaro-technique est généralement envisagée d'un point de vue économique car elle apporte des revenus considérables aux producteurs d'armes. Toutefois, il nous semble plus pertinent de la considérer comme un domaine économique par sa forme, mais politique par son contenu. La coopération militaro-technique est certes mise en œuvre sur la base de contrats et de crédits scrupuleusement rédigés, mais ses objectifs sous-jacents sont strictement politiques, associés à la fois à la protection de la souveraineté de l'État vendeur et de celle de l'État bénéficiaire. Dans le cas de la Russie, la vente d'armes à des partenaires latino-américains permet en quelque sorte de former un circuit de défense externe, extraterritorial et extra-continental pour sa propre sécurité.

La coopération militaro-technique de la Russie avec l'Amérique latine revêt une importance géopolitique considérable. Elle représente une réponse à l'activité déployée par l'Otan aux frontières de la Russie. Bien que la guerre froide soit révolue, un certain nombre de ses principes ont été réactivés à partir de 2014. Moscou a donné la priorité en matière de coopération militaro-technique au Nicaragua et au Venezuela (Cuba étant un cas à part). Si la Russie a surtout coopéré avec les régimes de gauche,

29. « Sukhoi Superjet 100 v Meksike menâut usloviâ poletov » [Changement des conditions de vol des Sukhoi Superjet 100 au Mexique], *Kommersant*, 23 août 2019, disponible sur : www.kommersant.ru.

c'est parce que leur idéologie se nourrit intrinsèquement de l'anti-américanisme. Le pouvoir russe capitalise sur ce sentiment afin de promouvoir ses intérêts géopolitiques.

Au cours des cinq dernières années, le ministère russe de la Défense s'est largement impliqué dans la politique extérieure, y compris en Amérique latine. Citons à cet égard le général Alexandre Fomine, vice-ministre de la Défense : « Nous avons considérablement élargi la coopération avec les forces armées de pays d'autres régions. Au cours de cette période, 39 nouveaux accords de coopération militaire ont été signés avec les États du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine³⁰ ». Des accords ont notamment été signés avec des pays latino-américains tels que le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Bolivie, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et le Chili. La Russie a commencé à percevoir la région comme une zone d'intérêt géopolitique à partir de 2003, et les transferts d'armes ont repris à partir de 2004, à l'issue de la visite de Vladimir Poutine au Brésil, au Chili et au Mexique. Depuis, la Russie a intensifié sa coopération militaro-technique avec sept pays : l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela³¹.

Le **Nicaragua** est le pays le plus attractif pour le complexe militaro-technique russe après le Venezuela (voir *infra*), ce qui s'explique par l'héritage de la période soviétique. Aujourd'hui, 90 % de l'équipement de l'armée nicaraguayenne est de fabrication soviétique. Le niveau des contacts entre les ministères de la Défense est élevé, et la coopération s'étend de la fourniture d'armes aux programmes de formation. Ainsi, lors de sa visite à Managua en avril 2013, le chef d'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie, Valeri Guerassimov, a confirmé la participation de la Russie à la mise en place de formations en informatiques au profit de l'armée nicaraguayenne ainsi qu'aux travaux de l'entreprise (créée avec le soutien de Moscou) chargée de la destruction des munitions obsolètes. La coopération russo-nicaraguayenne en matière militaro-technique se maintient à un niveau assez élevé : en août 2016, le gouvernement de Daniel Ortega a acheté un lot de chars russes T-72B1 pour 50 millions de dollars.

Jusqu'à récemment, le **Pérou** achetait régulièrement des hélicoptères auprès de la Russie. Le pays disposerait de plus de 100 appareils à usage civil et militaire (Lima utilise des hélicoptères pour les opérations

30. « Avtoritet Rossijskoj armii za rubežom rastët » [L'armée russe de plus en plus respectée à l'étranger], *Krasnaâ Zvezda*, 27 décembre 2019, disponible sur : <http://redstar.ru>.

31. « "Rabotaem čestno". Kakoe rossijskoe oružie pol'zuetsâ sprosom na rynke Latinskij Ameriki » [« On fait du bon boulot ». Quelles armes russes sont le plus demandées sur le marché latino-américain ?], *TASS*, 4 avril 2019, disponible sur : www.tass.ru.

antiterroristes³²). Le Pérou, qui a acheté des chars T-55 à l'époque soviétique, a exprimé en 2013 le souhait d'acquérir un lot de chars T-90S ; mais en raison de problèmes économiques, il a décidé deux ans plus tard de donner la préférence à l'achat d'hélicoptères. En 2018, un centre de maintenance d'hélicoptères MI russes a été ouvert à Lima. Au moment de son ouverture, ce centre, qui a la capacité de traiter des équipements similaires fournis par la Russie à d'autres pays de la région, était déjà chargé de commandes jusqu'en 2023³³. Outre les réparations, le centre assure également la formation des pilotes. En 2018-2019, des difficultés ont commencé à émerger en raison des sanctions imposées aux entreprises russes, dont la corporation Russian Helicopters, en vertu de la loi « sur les sanctions contre les adversaires de l'Amérique » (CAATSA³⁴). Craignant de tomber sous le coup de sanctions secondaires, le Pérou a décidé, pour la première fois en dix ans, de changer temporairement de fournisseur d'hélicoptères et a donné la préférence aux fabricants biélorusses, achetant deux hélicoptères MI-171Sh à la société BSVT. Le Mexique a refusé d'acquérir un lot d'hélicoptères russes en février 2020 pour les mêmes raisons³⁵.

La composante militaro-technique est très présente dans les relations de la Russie avec **Cuba**. En 2007, les parties ont signé un accord de coopération militaire et technique³⁶, mis en œuvre deux ans plus tard. En 2009, la Russie et Cuba ont signé un accord sur un prêt d'État de 20 millions de dollars (à 5 % d'intérêt par an) pour financer des contrats de fourniture d'équipements militaires russes. Depuis, La Havane a acheté des systèmes d'artillerie, des véhicules blindés, des équipements de défense aérienne et des équipements navals. Dix ans plus tard, en février 2019, la partie russe a approuvé un deuxième prêt de 38 millions d'euros³⁷. En août

32. « Rossiâ otkroet v Peru centr podgotovki letčikov dlâ vertoletov Mi-171Š » [La Russie va ouvrir au Pérou un centre de formation pour pilotes d'hélicoptères Mi-171S], *Vesti Ėkonomika*, 14 mai 2019, disponible sur : www.vestifinance.ru.

33. « V Peru otkrylsâ servisnyj centr po remontu rossijskikh vertoletov » [Ouverture au Pérou du premier centre de maintenance pour hélicoptères russes], *TASS*, 11 décembre 2018, disponible sur : www.tass.ru.

34. « Spisok kompanij, popavših pod novye sankcii SŠA » [Liste des entreprises soumises aux nouvelles sanctions américaines], *Vedomosti*, 28 octobre 2017, disponible sur : www.vedomosti.ru.

35. « México niega posible compra de helicópteros rusos » [Le Mexique nie tout éventuel achat d'hélicoptères russes], *El Universal*, 14 février 2020, disponible sur : www.eluniversal.com.mx.

36. « Soglašenie meždu Pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Respubliki Kuba o voenno-tehničeskom sotrudničestve » [Accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République de Cuba sur la coopération militaire et technique], *Codex*, 18 décembre 2007, disponible sur : <http://docs.cntd.ru>.

37. « Rossiâ predostavit Kube kredit v razmere €38 mln po linii VTS » [La Russie va accorder un prêt de 38 millions d'euros à Cuba pour la coopération militaire et technique], *TASS*, 6 février 2019, disponible sur : www.tass.ru.

de la même année, on a appris que Cuba avait décidé de consacrer cette somme non pas à l'achat de nouvelles armes auprès de la Russie, mais à la modernisation de ses forces armées et des technologies de son industrie de défense³⁸. Les médias russes se font régulièrement l'écho de rumeurs sur l'installation prochaine d'une base militaire russe à Cuba³⁹, mais aucune information concrète ne l'a confirmé jusqu'ici. Il est peu probable que la Russie aille aussi loin sur la voie du rapprochement avec La Havane, compte tenu des tensions croissantes entre les deux pays et les États-Unis.

La coopération militaro-technique entre la Russie et le **Brésil**, pourtant partenaires au sein des BRICS, n'est pour l'instant pas aussi intense que l'on pourrait imaginer. Elle repose avant tout sur les achats d'hélicoptères. Avec l'arrivée au pouvoir de Lula en 2002, un groupe de travail en la matière a été créé dans le cadre de la Commission intergouvernementale. Les travaux de ce groupe ont abouti à la signature en 2008 d'un accord intergouvernemental sur la coopération militaro-technique. Avant 2006, une seule transaction d'importance avait été menée à son terme : l'acquisition par le Brésil d'un lot de 56 systèmes de missiles sol-air portatifs (MANPADS) Igla-S pour 10 millions de dollars en 1994 (il s'agissait d'ailleurs de la première transaction militaire entre le Brésil et la Russie post-soviétique). En 2006, un second accord sur la livraison de Igla-S a été signé, pour une somme deux fois supérieure à celle de 1994. Toujours en 2006, les deux pays ont signé un contrat sur la livraison de quatre hélicoptères russes Mi-26, utilisés par la suite dans le cadre de la surveillance de l'Amazonie. C'est dans ce même objectif que le Brésil a décidé en 2008 d'acheter douze hélicoptères de combat Mi-35M, surnommés « chars volants », pour la somme de 150 millions de dollars. Le contrat a été exécuté six ans plus tard dans une forme réduite : neuf unités sur les douze initialement prévues ont été livrées.

Les relations dans le domaine militaire se sont nettement renforcées après le déplacement effectué en octobre 2013 par le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou à Brasilia. À la suite de cette visite, un accord de coopération militaire actualisé a été signé ; le texte est entré en vigueur en mars 2018⁴⁰. Entre 2008 et 2013, la Russie

38. « Kuba ulučšit sovetskoe oružie » [Cuba va moderniser ses armes soviétiques], *Rossijskaâ Gazeta*, 13 août 2019, disponible sur : www.rg.ru.

39. « Rossiâ mozet sozdat' na Kube svoi voennye bazy » [La Russie peut établir des bases militaires à Cuba], *Nezavisimaâ gazeta*, 1^{er} novembre 2018, disponible sur : www.ng.ru.

40. « Soglašenje meždu Pravitel'stvom Rossijskoj Federacii i Pravitel'stvom Federativnoj Respubliki Brazilii o voennom sotrudničestve » [Accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Brésil sur la coopération militaire], ministère

avait fourni au Brésil pour 306 millions de dollars d'équipements⁴¹. Les négociations conduites lors du voyage de Choïgou en Amérique latine ont donné lieu à la signature d'un contrat d'environ 1 milliard de dollars portant sur l'achat par le Brésil de trois batteries antiaériennes à moyenne portée Pantsir S-1 et de deux batteries portables Igla-S de moindre portée. Si les Igla-S ont été livrées au Brésil en janvier 2016⁴², le contrat sur les Pantsir S-1 a en revanche été bloqué par le gouvernement brésilien pour des raisons techniques en février 2017. Brasilia a alors ouvert de nouvelles négociations avec Moscou sur la possibilité de remplacer ces batteries de moyenne portée par des systèmes de portée supérieure. Avec l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro, les négociations dans le domaine militaro-technique sont pour l'instant suspendues, parallèlement au refroidissement des relations bilatérales. Le groupe BRICS existe toujours mais s'apparente sur bien des plans à une coquille vide. Son sommet tenu à Brasilia en novembre 2019 a montré que la partie brésilienne n'était pas prête à geler ses contacts avec ses partenaires, mais aucun accord important n'a été signé avec Moscou à cette occasion, notamment dans le domaine militaro-technique.

Les contacts avec le **Chili** portent davantage sur les questions d'organisation et de coordination militaro-techniques. Ainsi, en novembre 2019, alors que les protestations contre le gouvernement de Sebastián Piñera battaient leur plein, des représentants des forces armées russes se sont rendus dans la ville chilienne de Valparaiso pour partager leur expérience avec leurs homologues chiliens. La Russie peut à ce titre être qualifiée d'exportateur de mécanismes de sécurité vers les pays latino-américains : ses contacts avec la plupart des services de sécurité de la région sont intenses et pratiquement permanents.

En **Argentine**, la coopération militaro-technique a commencé cinq ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de centre gauche de Nestor Kirchner. En septembre 2010, l'Agence russe chargée des exportations du complexe militaro-industriel (Rosoboronexport) et le ministère argentin de la Défense ont signé un contrat de 20 millions d'euros portant sur la fourniture de deux hélicoptères MI-8 (dans la

des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 14 décembre 2012, disponible sur : www.mid.ru.

41. « Rossijsko-brazil'skoe voenno-tehničeskoe sotrudničestvo » [La coopération militaire et technique russo-brésilienne], TASS, 16 décembre 2014, disponible sur : www.tass.ru.

42. « Brasil recebe da Rússia sistemas portáteis de defesa antiaérea Igla-S » [La Russie livre au Brésil des systèmes portables de défense antiaérienne Igla-S], Sputnik, 3 février 2016, disponible sur : <https://br.sputniknews.com>.

version d'exportation : MI-171E)⁴³. Cinq ans plus tard, l'Argentine a acheté à la Russie quatre gros remorqueurs de classe « Neftegaz », pour 8 millions de dollars⁴⁴.

L'arrivée à la présidence de Mauricio Macri n'a pas apporté de changements significatifs à la coopération militaro-technique entre l'Argentine et la Russie. Après sa visite en Russie en avril 2015, deux accords ont été conclus : l'un portait sur l'échange d'informations entre les structures de force des deux pays, l'autre sur les questions de sécurité de l'information. Le partenariat russo-argentin se veut pragmatique. Buenos Aires souhaite poursuivre ses achats d'équipements militaires russes, comme l'a notamment déclaré le ministre de la Défense Julio Martínez lors de sa visite au salon international d'armes russes « Armée-2016 » en septembre 2016. Par la suite, les ministères de la Défense des deux pays sont restés en contact mais la dynamique enclenchée lors de la séquence précédente a sensiblement diminué. Ainsi, en 2017, les parties ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur la tenue d'un Forum de coopération militaire et technique (entre 2008 et 2014, de tels forums étaient organisés chaque année⁴⁵). Par force d'inertie, seul le « programme de coopération polaire » s'est poursuivi : des avions russes IL-76 ont participé à la livraison de cargaisons aux bases antarctiques argentines⁴⁶. L'arrivée au pouvoir d'Alberto Fernández pourrait permettre la signature de nouveaux accords avec Moscou.

En somme, la Russie coopère avec tous les principaux pays de la région dans le domaine militaire. Les armes livrées ne sont pas de nature offensive et répondent à la volonté de chaque pays de résoudre ses problèmes locaux.

43. « Argentina pokupaet rossijskie vertolety » [L'Argentine achète des hélicoptères russes], *Voenno-promyšlennyj kur'er*, 5 mai 2012, disponible sur : www.vpk-news.ru.

44. « Llegaron a Argentina los cuatro buques rusos para la Armada » [Quatre navires russes destinés à la marine sont arrivés en Argentine], *Agencia Infodefensa*, 8 décembre 2015, disponible sur : www.defensa.com.

45. « Argentina podría acoger en 2017 foro de cooperación militar con Rusia » [L'Argentine pourrait accueillir un forum sur la coopération militaire avec la Russie en 2017], *Sputnik*, 8 septembre 2016, disponible sur : <https://mundo.sputniknews.com>.

46. « Aerolanzamientos desde Il-76 ruso a la base antártica argentina en Belgrano » [Largages effectués par des Il-76 russes à la base antarctique argentine de Belgrano], *Agencia Infodefensa*, 11 février 2017, disponible sur : www.defensa.com.

Forces et faiblesses du *soft power* russe en Amérique latine

Les instruments par lesquels le *soft power* de la Russie se déploie en Amérique latine sont très inégalement développés. Dans les années 2000, Moscou a laissé le champ libre dans la région à la Chine, aux États-Unis, à l'Europe et à la Turquie. Chacun de ces acteurs a ses propres méthodes pour s'établir dans l'espace culturel latino-américain. La Chine s'appuie sur un réseau dense d'Instituts Confucius qui, en plus de dispenser des cours de langue, diffusent la culture chinoise. La Turquie, de son côté, cherche à populariser son industrie cinématographique : les séries romantiques et dramatiques turques sont extrêmement populaires auprès du public latino-américain. Leur succès a notamment joué un rôle significatif dans l'afflux vers la Turquie de touristes latino-américains. Les États-Unis se consacrent avant tout au parrainage d'organisations non gouvernementales et à la création de fondations (en particulier dans les universités d'Amérique latine). La Russie a opté pour un modèle proche de celui mis en œuvre par la Chine, mais à un rythme nettement moins élevé. Plusieurs organisations sont mises à contribution. La fondation Rousski Mir, qui dispose de dix centres et bureaux en Amérique latine (deux en Argentine et un au Brésil, au Pérou, en Équateur, au Costa Rica, au Guatemala, au Nicaragua, à Cuba, au Mexique⁴⁷) a pour objectif de populariser la langue et la culture russes. L'Agence fédérale pour la CEI, la diaspora russe à l'étranger et la coopération internationale culturelle et en sciences humaines (Rossotroudnitchestvo) dispose de trois Centres russes pour la science et la culture (CRSC) en Argentine, au Pérou et au Chili ; elle a également des représentations au sein des ambassades de Russie au Brésil, au Venezuela, à Cuba, au Mexique et au Nicaragua⁴⁸. Enfin, l'Institut Pouchkine de langue russe a ouvert des filiales en Équateur, au Pérou et à Cuba. Le nombre total de Latino-Américains étudiant le russe est en augmentation chaque année, mais

47. « Centry fonda "Russkij mir" » [Les centres de la Fondation « Rousski Mir »], Russkij mir, disponible sur : www.russkiymir.ru.

48. « Zarubežnye predstavitel'stva Rossotrudničestva » [Bureaux de Rossotroudnitchestvo à l'étranger], Rossotroudnitchestvo, disponible sur : <http://rs.gov.ru>.

reste faible. Rossotroudnitchestvo estime qu'ils seraient entre 25 et 30 000⁴⁹. Une coopération en matière d'échange d'étudiants a également été établie. De nombreuses universités latino-américaines ont conclu des accords avec des établissements russes d'enseignement supérieur afin d'octroyer des bourses à leurs étudiants. En 2011, 1 600 Latino-Américains étudiaient en Russie ; leur nombre était passé à 4 400 en 2017. Ils sont majoritairement originaires d'Équateur (883), du Brésil (844) et de Colombie (846). Rossotroudnitchestvo s'efforce de faire connaître les universités russes à travers son réseau de centres. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie d'extension de la présence culturelle et humanitaire russe, l'agence a annoncé en 2019 la mise en œuvre d'un projet destiné à promouvoir le système éducatif russe en Amérique latine. Le montant alloué (6 millions de roubles) n'est pas négligeable et montre que Moscou prend cette question au sérieux. Le projet comprend, entre autres, des enquêtes marketing sur le terrain pour étudier le marché latino-américain. Il sera mis en œuvre dans quatre pays : le Chili, le Pérou, l'Argentine et la Bolivie⁵⁰. Ces dernières années, la Russie a rattrapé son retard en matière de diffusion médiatique internationale. Depuis une dizaine d'années, l'instrument de la diplomatie publique russe le plus influent en Amérique latine est sans doute la version espagnole de la chaîne de télévision Russia Today, RT en Español (anciennement RT Actualidad). Lancée en 2009, la chaîne a rapidement gagné la confiance d'un vaste public latino-américain. Son audience est comparable, et parfois même supérieure, à celle des médias américains qui détiennent historiquement une position forte en Amérique latine. En 2018, l'audience de RT dans la région s'élevait à 17 millions de téléspectateurs, soit trois fois plus qu'en 2015⁵¹. Une véritable « guerre de l'information » oppose actuellement cette chaîne aux autres principaux médias transnationaux. Cet affrontement a pour enjeu de convaincre et de gagner la sympathie des populations. La chaîne russe coopère activement avec la chaîne vénézuélienne Telesur et offre une tribune aux politiciens de gauche de la région, actuels et anciens. L'ancien président de l'Équateur Rafael Correa anime par exemple depuis février 2018 une émission hebdomadaire sur

49. « La agencia Rossotrudnitchestvo constata un enorme interés por idioma ruso en América Latina » [L'agence Rossotroudnitchestvo constate un intérêt sans précédent pour la langue russe en Amérique latine], *Sputnik*, 13 janvier 2017, disponible sur : <https://mundo.sputniknews.com>.

50. « Ėksport rossijskih obrazovatel'nyh uslug. Statističeskij sbornik » [L'exportation de services éducatifs russes. Recueil statistique], chiffres de 2017, Centre de prévision et de marketing social, disponible sur : <http://socioprognoz-ru.igb.ru>.

51. « Ėženedel'naâ teleauditoriâ RT vyrosła bolee čem na tret' i ravna 100 mln » [L'audience TV hebdomadaire de la RT a augmenté de plus d'un tiers et équivaut à 100 millions de personnes], *RT*, 3 avril 2018, disponible sur : <https://russian.rt.com>.

RT en espagnol, où il interviewe de nombreux ex-présidents de l'époque du « virage à gauche » et présente des analyses compatibles avec la vision du monde et les intérêts de la Russie.

Le cas vénézuélien : pourquoi et comment la Russie soutient le chavisme

Terminons notre étude par une analyse de la collaboration entre la Russie et le Venezuela qui, par son ampleur, tient une place à part dans les relations de Moscou avec les pays latino-américains. Nous n'allons pas ici établir un registre chronologique des contrats conclus et décrire séparément chacun des domaines de coopération : il faudrait pour cela rédiger un article distinct et ce sujet a déjà fait l'objet de nombreuses recherches en Russie⁵² et à l'étranger. Nous tâcherons de répondre à quelques questions fondamentales : pourquoi la Russie est-elle devenue si proche du pouvoir d'Hugo Chavez ? Pourquoi et sous quelles formes soutient-elle le gouvernement de Nicolás Maduro ? Et que lui apporte la coopération avec Caracas, au-delà des aspects purement économiques ?

Le rapprochement russo-vénézuélien a commencé au début des années 2000. Les contrats signés entre les deux parties à cette époque répondaient aussi bien à des considérations subjectives qu'objectives. Les premières tiennent largement à la relation entre Vladimir Poutine et Hugo Chávez : issus tous deux des structures de force de leurs pays respectifs, ils ont rapidement trouvé un langage commun et établi un bon contact personnel. Cette entente a joué un rôle moteur dans le développement de la coopération bilatérale. Quant aux facteurs objectifs, le principal d'entre eux est indéniablement l'évolution stratégique de la politique étrangère russe impulsée par V. Poutine dès son arrivée au pouvoir. Le Venezuela a été en quelque sorte perçu comme une « porte d'entrée » de la Russie dans la région. À travers sa coopération avec Caracas, Moscou a compensé sa rupture avec Cuba consécutive à l'effondrement de l'Union soviétique. Il aurait été trop risqué d'opérer un revirement rapide dans la relation avec La Havane ; dès lors, la préférence a été donnée au Venezuela, devenu après l'accession au pouvoir de Hugo Chávez le principal allié du régime castriste. De cette façon, en se rapprochant du Venezuela, la Russie tissait indirectement de nouveaux

52. Voir par exemple : D. M. Rozental, « Venesuèl'skij uz el latinoamerikansk oj politiki Moskv y » [Le nœud vénézuélien de la politique latino-américaine de Moscou], *Latinskaâ Amerika*, n° 10, 2018 ; A. O'Brien, « Venezuela and Russia : Geopolitical Allies in the 21st Century », *Yale Review of International Studies (YRIS)*, mars 2019, disponible sur : <http://yris.yira.org>.

liens avec Cuba. Moscou a ainsi pu par la suite relancer sa coopération stratégique avec l'île. Bien entendu, la coopération à grande échelle établie entre la Russie et le Venezuela repose sur les caractéristiques politiques et économiques communes aux deux États : les deux pays s'appuient sur un présidentialisme affirmé ; leurs économies dépendent largement de l'extraction de matières premières ; ils sont spécialisés dans la production d'hydrocarbures. Depuis le déclenchement de la crise politique au Venezuela en 2019, les États-Unis ont affirmé que l'assistance énergétique de la Russie avait été un facteur essentiel de la stabilité du régime de N. Maduro. En janvier 2020, la diplomatie nord-américaine a déclaré par la voix d'Elliott Abrams, représentant spécial pour le Venezuela, que la Russie achetait et revendait 70 % du pétrole vénézuélien, jouant de fait un rôle de « bouée de sauvetage » pour Caracas⁵³. Ce seul fait suffit à démontrer l'importance et la valeur que représente pour le Venezuela la coopération avec les sociétés pétrolières russes, au premier rang desquelles Rosneft.

Les deux domaines clés de la relation russo-vénézuélienne sont la coopération militaire, en premier lieu, puis la coopération énergétique. Entre 2010 et 2016, le Venezuela a représenté 80 % de l'ensemble des exportations d'armes et d'équipements militaires russes en Amérique latine. Du temps d'Hugo Chávez (1999-2013), Moscou avait entièrement rééquipé l'armée vénézuélienne et modernisé sa composante technologique. C'est ce que soulignent des experts russes reconnus et impliqués dans les aspects pratiques de la coopération avec le Venezuela : « Grâce aux fournitures russes, les forces armées bolivariennes ont comblé les besoins fondamentaux en armements et en équipements militaires de leurs forces terrestres et aériennes. L'achat d'un nombre important de systèmes de défense anti-aérienne russes très efficaces a fait du Venezuela le pays le mieux protégé d'Amérique latine contre une hypothétique attaque aérienne⁵⁴ ». Selon nous, c'est cet approvisionnement en provenance de Russie – combiné à la profonde réforme des forces armées réalisée sous H. Chavez – qui a permis à N. Maduro de se maintenir en place. Début 2019, lorsque Juan Guaidó s'est proclamé « président par intérim⁵⁵ », la plupart des observateurs russes n'étaient pas certains que le gouvernement de Maduro tiendrait jusqu'à la fin de l'année. Ce pronostic était erroné, comme l'ont montré les événements ultérieurs.

53. « EE.UU. admite que subestimó el apoyo de Rusia a Maduro » [Les États-Unis reconnaissent avoir sous-estimé le soutien de la Russie à Maduro], *ABC*, 8 janvier 2020, disponible sur : www.abc.es.

54. S. Čemezov, S. Goreslavskij, « Diversifikaciâ rossijskogo èksporta vooruženij: venesuèlskij case study » [La diversification des exportations d'armes russes : étude du cas vénézuélien], *Mirovaâ èkonomika i meždunarodnye otnošeníâ*, vol. 63, n° 2, 2019, p. 29-35.

55. A. Pâtakov, « Vooružennye sily Venesuèly : èpoha Ugo Čavesâ » [Forces armées du Venezuela : l'époque d'Hugo Chavez], *Latinskaâ Amerika*, n° 6, 2019.

Au Venezuela aussi, la concurrence avec Pékin se fait ressentir depuis quelques années. Si la Russie a longtemps occupé une position dominante sur le marché de la défense vénézuélien, elle a nettement reculé à partir de 2016-2017 au profit de la Chine, comme l'a constaté le site latino-américain *Defensa.com*, consacré à l'analyse des marchés militaires de la région. Ses analystes considèrent que, du fait de la crise économique, le gouvernement de N. Maduro a été contraint en 2015-2016 de réduire ses achats d'équipements militaires de 90 % par rapport à 2013-2014⁵⁶. Au cours de cette période, la Chine a dépassé la Russie, premier fournisseur d'armements du pays depuis 2005 (même si en volumes cumulés, Moscou reste largement en tête). Pékin fournit à Caracas des véhicules blindés et des équipements, et participe à la modernisation des infrastructures de ses sites militaires.

Les relations russo-vénézuéliennes reposent en grande partie sur les activités de la société Rosneft, dont rôle de « donateur » et d'investisseur dans la coopération bilatérale est fondamental. D'après Reuters, Rosneft aurait investi depuis 2010 près de 9 milliards de dollars au Venezuela⁵⁷. En outre, l'entreprise russe a consenti un crédit de 6 milliards de dollars qui devra être remboursé sous la forme de livraison de produits pétroliers vénézuéliens. Rosneft est un acteur majeur du « Consortium pétrolier national » créé en 2008, où l'on retrouve également Gazpromneft, Lukoil, TNK-BP et Surgutneftegaz. Peu après sa création, ce consortium s'est pourtant fissuré : Surgutneftegaz en est sorti en 2012, suivi en 2019 de Lukoil, inquiet de la grande instabilité de la situation vénézuélienne⁵⁸. Début 2020, seuls Rosneft, qui a entre-temps absorbé TNK-BP, et Gazpromneft demeuraient présents au Venezuela. Rosneft s'impliquait volontiers dans la promotion des intérêts géopolitiques de la Russie, suscitant le mécontentement des États-Unis. L'obtention par Rosneft, en garantie de prêt, de 49,9 % des actions de Citgo Petroleum, la filiale nord-américaine de l'entreprise vénézuélienne PDVSA, a ainsi provoqué une levée de boucliers au Congrès des États-Unis⁵⁹. Rosneft aide le Venezuela à trouver les moyens de contourner les sanctions dont il est la cible. Par exemple, une partie du pétrole livré par Caracas à l'Inde était envoyée à

56. « China aventaja a Rusia como proveedor de defensa a Venezuela » [La Chine devance la Russie en matière de fourniture d'armes au Venezuela], *Defensa.com*, 1^{er} février 2017, disponible sur : www.defensa.com.

57. C. Law, R. Sagdiev, « Kak Rossiâ zakopala milliardy dollarov v zybučie peski Venesuèly » [Comment la Russie a enterré des milliards de dollars dans les sables mouvants du Venezuela], *Reuters*, 14 mars 2019, disponible sur : <https://ru.reuters.com>.

58. « Gigante rusa Lukoil detuvo operaciones petroleras con Venezuela » [Le géant russe Lukoil arrête ses opérations pétrolières avec le Venezuela], *Voa Noticias*, 14 février 2019, disponible sur : www.voanoticias.com.

59. « Letter to Steven T. Mnuchin – The US Secretary of Treasury », 12 décembre 2017, disponible sur : <http://jeffduncan.house.gov>.

l'usine Nayara Energy, située dans le pays mais possédée par Rosneft. Toutefois, fin mars 2020, Rosneft a finalement décidé de quitter le Venezuela. Ses actifs ont été transférés à la société Roszarubezhneft, récemment créée et contrôlée par le gouvernement russe. La société a souhaité éviter les sanctions imposées par les États-Unis pour sa coopération avec Caracas. Le départ de Rosneft ne signifie pas pour autant que la Russie quitte le Venezuela. Le cap général reste pour le moment inchangé. Il ne faut pas non plus exclure un retour à la situation précédente si les conditions prennent un tournant favorable à Moscou.

Depuis l'arrivée au pouvoir de N. Maduro, successeur de H. Chavez, la relation économique russo-vénézuélienne s'est nettement réduite. Les échanges bilatéraux avaient atteint leur apogée en 2013, s'élevant alors à 2,4 milliards de dollars. Ces dernières années, ce chiffre a considérablement baissé. Il ne représentait plus que 80 millions de dollars en 2018, la majeure partie de cette somme correspondant à des exportations en provenance de Russie (la Russie a ainsi vendu du blé au Venezuela pour 50 millions de dollars). Moscou a pratiquement suspendu sa coopération militaro-technique avec le Venezuela, ainsi que l'octroi de crédits. En 2018-2019, aucun contrat d'importance n'a été signé dans le domaine militaro-technique. Ces dernières années, c'est la Chine qui représente le principal donateur financier du Venezuela : entre 2005 et 2016, 17 des 77 crédits octroyés par Pékin à l'Amérique latine l'ont été à Caracas (pour un total de 62,2 milliards de dollars). Cela fait du Venezuela le leader régional incontesté en matière d'absorption de crédits octroyés par la Chine. En 2018, celle-ci a ouvert une ligne de crédit supplémentaire, portant sur 5 milliards de dollars, qui seront consacrés à la modernisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne. Pékin occupe manifestement les espaces de coopération laissés vacants par la Russie et joue à son tour un rôle significatif dans la stabilisation du régime. La coopération russo-vénézuélienne ne se maintient que dans les domaines énergétique et politique, les deux pays s'offrant un soutien politique réciproque et inconditionnel. Ce deuxième type de coopération a été particulièrement mis à l'épreuve en 2019 après l'auto-proclamation de Juan Guaidó. Dans les moments les plus critiques, la Russie a toujours apporté une assistance morale au Venezuela et a préconisé le maintien de la stabilité et du dialogue politique entre les parties en conflit. La Chine a généralement suivi la même stratégie.

Un « triangle géopolitique » s'est ainsi formé : la Chine, grande puissance mondiale défiant la domination économique et politique des États-Unis ; la Russie, grande puissance militaire (parité des missiles nucléaires avec les États-Unis, deuxième exportateur mondial d'armes) ; et

le Venezuela, puissance énergétique dotée en ressources naturelles. Il convient de rappeler que le Venezuela dispose non seulement de réserves pétrolières considérables, mais aussi d'importantes réserves d'or, de diamants et de coltan. Ce dernier minéral est composé de métaux rares utilisés dans les industries de pointe (le Venezuela est l'un des quatre pays au monde dont le territoire recèle ce type de matière première stratégique). Selon une hypothèse répandue, la Chine s'intéresse au Venezuela précisément en raison du coltan, les gisements africains étant contrôlés par des entreprises américaines⁶⁰. On aurait donc tort de réduire l'intérêt que les puissances portent au Venezuela à la seule question pétrolière. Naturellement, le « triangle » des trois puissances n'a pas d'existence institutionnelle, et n'en a sans doute pas besoin. *De facto*, le soutien de la Russie et de la Chine a rompu l'isolement international dans lequel le Venezuela a été plongé en 2019 quand, à l'encontre des normes du droit international, plus de 50 pays ont reconnu J. Guaidó comme président légitime par intérim. Certains médias occidentaux ont relayé l'hypothèse selon laquelle Moscou aurait envoyé au Venezuela des combattants de compagnies militaires privées afin d'assurer la protection du président Maduro⁶¹. Aucune preuve concrète n'est venue appuyer ces rumeurs. Le site indépendant Meduza, qui avait initialement partagé cette supposition⁶², a effectué une enquête minutieuse montrant que seule une poignée d'anciens militaires avaient été envoyés sur place pour protéger les entreprises militaires russes, sans que cela n'ait de lien direct avec la vie politique du Venezuela⁶³. La non-politisation de la présence militaire russe au Venezuela est également confirmée par des médias latino-américains influents, qui ont jugé crédible l'enquête de Meduza⁶⁴. Il est vrai que les structures de force des deux pays se consultent en permanence, ce dont témoigne la visite effectuée au Venezuela par le chef adjoint des forces terrestres de Russie, le général Vassili Tonkochkourov, en mars 2019.

60. A. Boguslavskij, « Kto pol'zuetsâ afrikanskimi prirodnyimi resursami ? » [Qui utilise les ressources naturelles africaines ?], Conseil des affaires étrangères de Russie, 8 février 2018, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>

61. « Paramilitares rusos viajaron a Venezuela para proteger a Maduro » [Des paramilitaires russes en route vers le Venezuela pour protéger Maduro], *El País*, 25 janvier 2018, disponible sur : www.elpais.com.

62. « Reuters : naemniki iz ČVK "Vagner" otpravilis' v Venesuèlu ohranât' Nikolasa Maduro » [Reuters : des mercenaires de la CMP « Wagner » se sont rendus au Venezuela pour protéger Nicolás Maduro], *Meduza*, 25 janvier 2019, disponible sur : <https://meduza.io>.

63. « Očën' strannoë čuvstvo viny. Začem Rossiâ otpravlâet v Venesuèlu voennyh sovetnikov i drugih specialistov » [Un sentiment de culpabilité très étrange. Pourquoi la Russie envoie des conseillers militaires et d'autres spécialistes au Venezuela], *Meduza*, 29 juillet 2019, disponible sur : <https://meduza.io>.

64. « ¿Por qué hay militares y asesores rusos en Venezuela? » [Pourquoi y a-t-il des militaires et des conseillers russes au Venezuela ?], *El Estímulo*, 4 août 2019, disponible sur : <https://elestimulo.com>.

Le dialogue et la coopération se déroulent dans le cadre juridique institué par les accords existants, et portent essentiellement sur l'aide accordée par la Russie et sur la maintenance du matériel fourni par le passé.

Une question s'impose : pourquoi Moscou soutient-elle obstinément Caracas ? Ce soutien pourrait s'expliquer par des raisons politiques plutôt que des considérations strictement économiques. Le Venezuela comme la Russie s'envisagent comme les victimes de « guerres hybrides » menées par l'Occident. Les deux pays redoutent que des « révolutions de couleur » n'éclatent sur leurs territoires. En soutenant le Venezuela, la Russie s'efforce donc de minimiser les risques de voir ces stratégies mises à l'œuvre contre elle-même. La Chine poursuit le même objectif. C'est pourquoi la stabilité du Venezuela importe autant pour Moscou que pour Pékin.

Conclusion

À ce stade, le contexte ne semble pas favorable à une intensification des relations entre la Russie et les pays d'Amérique latine. Pour la Russie, cette région représente, à bien des égards, un terrain de démonstration de ses revendications géopolitiques extrarégionales. Interagir avec les pays latino-américains revient, pour Moscou, à remettre en question l'hégémonie américaine non seulement dans cette région, mais aussi dans le monde. Or, avec l'amplification de la présence chinoise en Amérique latine, cette stratégie « démonstrative » est mise à mal. La Russie se retrouve en quelque sorte prise en étau entre les États-Unis et la Chine, qui se livrent une concurrence féroce dans la région.

Officiellement, la Russie entretient des partenariats stratégiques avec l'Argentine, le Brésil, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua et le Venezuela. Cependant, dans la moitié des cas, ces partenariats sont restés des vues de l'esprit. À ce jour, les projets à l'échelle locale, conjoncturels et de courte durée prévalent dans les rapports de la Russie avec ces pays. Or, un véritable partenariat stratégique nécessite la planification et la mise en œuvre de projets de long terme, qui s'étalent sur plusieurs décennies. En fin de compte, la capacité de la Russie à concrétiser sa convergence stratégique déclarée avec l'Amérique latine dépendra moins d'elle-même que de la position de deux autres grands acteurs. Premièrement, dans quelle mesure les États-Unis qui, traditionnellement, considèrent l'Amérique latine et les Caraïbes comme leur zone exclusive d'influence géopolitique, laisseront-ils la Russie renforcer ses positions dans la région ? Une éventuelle baisse d'intérêt de Washington pour l'Amérique latine, quelles qu'en soient les raisons, pourrait offrir une plus grande marge de manœuvre à Moscou. Deuxièmement, quelle seront l'ampleur et le maillage de la présence chinoise ? Actuellement, la Russie occupe des niches et des secteurs de coopération négligés par la Chine. Si Pékin décide de diversifier sa politique latino-américaine, les marges de manœuvre de Moscou seront considérablement réduites.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », *Russie.Nei.Visions*, n° 118, Ifri, juin 2020.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », *Russie.Nei.Visions*, n° 117, Ifri, mars 2020.](#)
- ▀ [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 116, Ifri, octobre 2019.](#)
- ▀ [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », *Russie.Nei.Visions*, n° 115, Ifri, août 2019.](#)
- ▀ [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », *Russie.Nei.Visions*, n° 113, Ifri, avril 2019.](#)
- ▀ [N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds », *Russie.Nei.Visions*, n° 112, Ifri, décembre 2018.](#)
- ▀ [B. Kunz, « L'Europe du Nord face au défi stratégique russe : quelles réponses politiques et militaires ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 111, Ifri, octobre 2018.](#)
- ▀ [E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », *Russie.Nei.Visions*, n° 110, Ifri, août 2018.](#)
- ▀ [D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org

